

## **Atelier 1 – Sortons la bonne bouffe de sa niche**

*Alimentation et production : quel modèle veut-on ?*

***Problématique :** les politiques alimentaires peuvent-elles être un levier pour généraliser la production d'une alimentation de qualité rémunératrice des paysans ?*

### État des lieux partagé

La première partie de l'atelier a permis l'élaboration d'un état des lieux de l'agriculture et de l'alimentation, autour des interventions de Jean-Christophe Kroll, professeur émérite d'économie à AgroSupDijon, et d'Emmanuel Aze, secrétaire national de la Confédération paysanne en charge de l'alimentation. Le constat des dualités des systèmes agricoles et alimentaires a été mis en avant : de la masse sans qualité pour les pauvres, des niches de qualité pour les riches (qui sont également indispensables pour faire vivre nos utopies !). L'industrialisation de l'agriculture et de l'alimentation s'observe partout, tous les jours, sous toutes les formes (foncier, regroupement d'exploitations, disparition de paysans...).

L'erreur serait de croire que la dualité des systèmes est vertueuse et que nos initiatives vont, par effet boule de neige, renverser l'industrialisation de l'agriculture. Ce projet politique, qui est celui des politiques actuelles, représente un grand danger de ségrégation sociale. En réalité, il ne remet pas en cause l'ordre libéral et transforme nos choix politiques en choix de consommateurs. Cela ne doit pas être le moyen d'expression des citoyens, nous ne sommes pas réduits à des portes monnaie : la volonté de construire politiquement l'alimentation et l'agriculture que nous voulons a été réaffirmée.

La généralisation de notre alimentation de qualité passe donc par l'appropriation citoyenne des politiques agricoles qui structurent la production. De même, la généralisation de la production de produits de qualité passe par la mise en place d'une démocratie/souveraineté alimentaire qui structure la demande alimentaire autrement que par le marché avec ses inégalités, ses niches et la publicité. Dans les deux cas, ces politiques alimentaires et agricoles doivent être prises en main par les citoyens pour permettre la production d'une alimentation de qualité accessible à tous et économiquement rentable si les externalités sont prises en compte.

L'Union européenne a été ciblée comme fer de lance du droit de concurrence, dans son action pour le Tafta (contré par les Etats-Unis car moins libéraux que nous), la déstructuration de l'agriculture Française ces dernières années et les espoirs que

suscite l'expérience de la clause de sauvegarde activée cette année pour rendre possible la sortie des pesticides, et bien d'autres objectifs.

Associer des politiques alimentaires aux politiques agricoles que l'on doit revendiquer, avec l'ensemble de la société, nous apparaît donc indispensable pour généraliser la production d'une alimentation de qualité rémunératrice des paysans

### Temps forts de l'atelier

Le travail sur les politiques a été remis en cause dans l'atelier comme n'étant pas la seule stratégie possible pour transformer l'agriculture : l'atelier était centré sur le caractère indispensable des politiques pour la transformation que nous souhaitons, à articuler avec d'autres actions. La question de l'échelle à laquelle porter ces propositions a été très discutée également.

### On reprend et on se répartit en sous-groupes...

La 2<sup>e</sup> journée avait pour objectif d'élaborer des propositions en vue de répondre à la problématique de notre atelier. Deux intervenants nous ont présenté des faits locaux mettant en évidence l'insuffisance des politiques actuelles pour assurer la production d'une alimentation de qualité. Jean-Claude Moreau (Conf' 36) et Lucie (Coopérative de Belêtre) ont ainsi mis en évidence les failles du système de contrôle des structures et des actions des SAFER.

Les 30 participants de l'atelier se sont ensuite répartis en 6 groupes de réflexion sur les thèmes suivants :

- Quelles politiques/actions pour assurer la production d'une alimentation de qualité ?
- Quelles politiques/actions pour la transformation et la distribution d'une alimentation de qualité ?
- Comment mettre en place la démocratie alimentaire ?
- Quelle adéquation des propositions avec les orientations politiques actuelles ?
- Quelles politiques pour assurer un maintien de paysans nombreux sur le territoire ?
- Comment s'organise-t-on pour porter, mettre en place nos propositions ?

### ...pour arriver à des propositions

Une petite trentaine de propositions ont été élaborées mais seulement quatre ont été retenues par vote coloré à base de gommettes :

- Mener une réflexion sur le droit à un revenu de base pour tous. L'idée est que le paysan, existant ou qui s'installe, n'ait pas de pression liée à une retraite misérable et retrouve une liberté de choix pour produire, transmettre et faciliter l'accès à une alimentation de qualité pour tous.

- Mener une réflexion, avec un souci de formation, pour être présent dans les lieux de décision relatifs à l'alimentation et à l'agriculture (Commissions départementales d'orientation de l'agriculture, Plan local d'urbanisme...) en tant qu'agriculteur ou autre citoyen
- Mener une réflexion sur le droit de la concurrence pour remettre en cause les politiques et traités européens qui portent préjudices au mieux disant social et écologique. Sont visés : la libre circulation des marchandises, la libre fixation des prix, l'interdiction de limiter aux acteurs locaux l'accès aux marchés publics.
- Mener une réflexion pour développer l'apprentissage de la démocratie, y compris alimentaire, au sein des écoles, communes, enfants, parents, élus...

Les propositions ont également porté sur :

- l'importance de l'éducation et de la formation pour pouvoir comprendre, choisir, débattre de l'alimentation et de l'agriculture à toutes les échelles, dans son activité professionnelle et dans toutes les instances agricoles et alimentaires ;
- la reterritorialisation des systèmes alimentaires (circuits courts, restauration collective de qualité) soutenue par des politiques publiques fortes et un réseau des consommateurs aux producteurs ;
- les aides à l'actif agricole plutôt qu'à l'hectare, de quantum de production ;
- le soutien à un enseignement agricole pluriel et abordant la multifonctionnalité de l'agriculture ;
- le développement de la recherche participative pour redonner la fierté de produire aux paysans, la création de maisons paysannes contribuant à l'élaboration de politiques régionales et nationales ;
- le travail à réaliser conjointement sur l'ensemble des aspects de la qualité ; remise en cause du droit de propriété par le droit d'usage et du code de l'urbanisme commercial ; faire une campagne de dénonciation et de propositions ; la création de collectifs citoyens pour soutenir les installations.